

Eric PAUGET
Député des Alpes-Maritimes
Membre de la Commission des affaires économiques

M. ERIC

Paris, le 4 décembre 2018

Monsieur,

Vous avez appelé mon attention sur votre profonde opposition à l'égard de l'abaissement de la vitesse à 80 km/h sur les routes du réseau secondaire et je vous en remercie vivement.

Suite à cette annonce du gouvernement, le groupe *Les Républicains* auquel j'appartiens à l'Assemblée nationale a constitué, dès février dernier, un groupe de travail sur ce thème.

Nous poursuivions l'objectif de démontrer l'inutilité de cette mesure et propositions des dispositifs plus efficaces et moins contraignants pour améliorer la sécurité des usagers de la route. Dans ce cadre, nous avons auditionné le délégué interministériel à la sécurité routière, les associations d'usagers de la route, les associations d'élus locaux, les associations de victimes d'accident de la route, ainsi que les spécialistes de la sécurité routière et de l'enseignement de la conduite.

A la suite de ces travaux, nous avons déposé une proposition de loi visant à permettre aux élus locaux de déterminer la vitesse maximale autorisée sur les routes du réseau secondaire sur lesquelles ils ont autorité, et d'améliorer l'entretien des voiries routières.

Ce texte répondait aux inquiétudes des territoires ruraux, à savoir une augmentation des temps de parcours aggravant l'enclavement des zones rurales et une contrainte importante sur les professionnels dont l'activité est liée aux déplacements routiers. Il aurait permis de la souplesse mais la majorité et le gouvernement l'ont hélas rejeté en juin dernier et je le regrette.

Parallèlement à cela, notre famille politique a lancé au mois de juin une grande opération de mobilisation pour dénoncer l'acharnement contre les automobilistes d'Emmanuel Macron et de son gouvernement qui défendent une mesure inefficace, prise sans concertation et qui cible, après la hausse du prix du carburant, la France rurale et le portefeuille des Français.

La sécurité routière est évidemment un enjeu majeur pour notre pays, mais réduire exclusivement la vitesse ne peut en être l'*alpha* et l'*oméga*.

J'estime qu'il nous faut investir davantage dans la sécurité et l'état de nos routes.

Eric Pauguet

Aussi, je suis favorable à la mise en œuvre d'un plan d'investissement pour sécuriser les routes « accidentogènes », notamment par un fléchage des sommes perçues au titre des contraventions vers l'amélioration des routes.

En outre, il nous appartient de mettre davantage l'accent sur l'altération de la concentration du conducteur, provoquée soit par l'usage du téléphone au volant, soit par la consommation d'alcool ou de stupéfiants, en sanctionnant véritablement les comportements à risque, plutôt que de pénaliser l'ensemble des usagers quotidiens de la route.

Aussi, soyez assuré que je continuerai à combattre cette mesure qui frappe encore et toujours davantage les territoires ruraux.

Restant à votre disposition, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.



Eric PAUGET